

UGECAM BRPL  
Service Achats/Marchés

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE SERVICES

# NETTOYAGE DES LOCAUX DES ETABLISSEMENTS DE L'UGECAM BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°











279\_2024

# SOMMAIRE





<b>DÉFINITIONS.....</b>	<b>4</b>
1. <b>OBJET DU CONTRAT.....</b>	<b>5</b>
1.1 Description des prestations .....	5
1.2 Intervenants .....	5
2. <b>STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT .....</b>	<b>6</b>
3. <b>DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>6</b>
4. <b>Clause d'insertion professionnelle .....</b>	<b>7</b>
4.1 Les publics éligibles.....	7
4.2 L'objectif d'insertion .....	7
4.3 Modalités de mise en œuvre de l'insertion professionnelle .....	8
4.4 Suivi et évaluation de l'exécution de la clause d'insertion .....	10
4.5 Pénalités.....	12
5. <b>PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....</b>	<b>12</b>
5.1 Prix du contrat.....	12
5.2 Conditions de paiement.....	13
6. <b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>14</b>
6.1 Représentation des parties.....	14
6.2 Remplacement des intervenants .....	15
6.3 Grèves .....	15
6.4 Obligations du titulaire.....	15
6.5 Mesures de sécurité.....	18
6.6 Plan de prévention .....	19
6.7 Plan de continuité d'activité .....	19
6.8 Biens .....	19
6.9 Modalités d'exécution des prestations récurrentes (forfaitaires).....	19
6.10 Modalités d'exécution des prestations ponctuelles .....	19
6.11 Prolongation du délai d'exécution des prestations (récurrentes et ponctuelles) et sursis à exécution .....	20
6.12 Calendrier des prestations.....	20
6.13 Cadre d'intervention.....	20
6.14 Exigences relatives aux prestations .....	20
6.15 Autres stipulations.....	21
7. <b>OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>21</b>

8.	<i>LITIGE ET SANCTIONS</i> .....	23
8.1	<i>Pénalités</i> .....	23
8.2	<i>Autres stipulations</i> .....	25
9.	<i>FIN DU CONTRAT</i> .....	27

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	NETTOYAGE DES LOCAUX DES ETABLISSEMENTS DE L'UGECAM BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE
	Acheteur	UGECAM BRPL
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Structure	6 lots
	Lieu d'exécution	Selon adressage
	Délai	Variable selon les prestations du contrat - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause sociale - Clause environnementale - Critère social - Critère environnemental
	Pénalités	$P = V \times R / 1000 + \text{autres}$
	Variation des prix	Révisibles, formule $0,15 + 0,85 \times (1,000 \cdot \text{ICHT-J})$
	Nature des prix	Prix mixtes

## DÉFINITIONS

	<b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
	<b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	<b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	<b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 1. OBJET DU CONTRAT

---

### 1.1 Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : NETTOYAGE DES LOCAUX DES ETABLISSEMENTS DE L'UGECAM BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à promouvoir et à conduire une politique d'achats écoresponsables. Afin de répondre à cet objectif, le présent CCAP comporte des clauses d'insertion sociale et environnementale.

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est indiqué au point 3.

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- La cadre de réponse technique
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

#### ■ Pièces non contractuelles :

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

Annexes au CCTP - tableaux de surfaces

### 1.2 Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **UGECAM BRPL**, représenté par UGECAM BRPL.

#### **Adresse et coordonnées :**

Service Achats/Marchés

2 chemin du Breil  
BP60075  
44814 SAINT HERBLAIN CEDEX 1

#### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## 2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de services (CPV 90900000-6 : Services de nettoyage et d'hygiène - 90910000-9 : Services de nettoyage - 90919200-4 : Services de nettoyage de bureaux).

### ■ Décomposition de la prestation :

Les prestations sont décomposées comme suit en **7 lots**.

Numéro de lot	Objet
1	SIEGE (44) : <i>Siège de l'Ugecam BRPL 2 chemin du Breil 44800 ST HERBLAIN</i> 428 692 008 00157
2	LE POLE DE READAPTATION MAUBREUIL LA TOURMALINE (44) : <i>La Tourmaline 31 Bd Salvador Allende 44800 ST HERBLAIN</i> 428 692 008 00033
3	LE BOIS RIGNOUX (44) : <i>Le Bois Rignoux La Paquelais 44360 VIGNEUX DE BRETAGNE</i> 428 692 008 00041
4	LE POLE GERIATRIQUE RENNAIS (35) : <i>Pôle Gériatrique Rennais 100/102 Avenue André Bonnin 35574 CHANTEPIE</i> 428 692 008 00140
5	LES EUMENIDES (49) : <i>Les Euménides 45 Bd Jean Sauvage 49000 ANGERS</i> 428 692 008 00181
6	LE POLE DE READAPTATION DE CORNOUAILLE (29) : <i>Pôle de Réadaptation de Cornouaille 61 Rue de Tregunc 29900 CONCARNEAU</i> 428 692 008 00066

## 3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### ■ Délais d'exécution :

Les délais d'exécution des prestations sont les suivants :

Dénomination	Délai
Lot n°1 LE SIEGE (44)	48 mois à compter de la notification du contrat
Lot n°2 LE POLE DE READAPTATION MAUBREUIL LA TOURMALINE (44)	48 mois à compter de la notification du contrat
Lot n°3 LE BOIS RIGNOUX (44)	45 mois à compter de la notification du contrat
Lot n°4 LE POLE GERIATRIQUE RENNAIS (35)	48 mois à compter de la notification du contrat
Lot n°5 LES EUMENIDES (49)	48 mois à compter de la notification du contrat
Lot n°6 LE POLE DE READAPTATION DE CORNOUAILLE (29)	45 mois à compter de la notification du contrat

## 4. Clause d'insertion professionnelle

Par dérogation aux articles 20.1 C.C.A.G.-Travaux, art. 18.1 C.C.A.G.-MOE, art. 16.1 C.C.A.G.-FCS

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L2111-1 et L2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion professionnelle.

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés dans les documents particuliers de cet accord cadre. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire durant la période d'exécution du marché et doivent permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

En cas de sous-traitance, le titulaire peut faire respecter cette obligation, le cas échéant, par son ou ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

### 4.1 Les publics éligibles

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes:

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi) ;
- les allocataires de minimas sociaux ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail, orientés en milieu ordinaire ;
- les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi présentant au moins l'un des critères suivants :
  - Sans qualification (niveau inférieur au CAP/BEP)
  - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur;
  - Accompagnés par les missions locales
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans) en difficulté d'insertion professionnelle
- Demandeurs d'emploi ayant le statut de réfugié ou bénéficiant de la protection subsidiaire

En complément de cette liste de publics éligibles, des personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé des partenaires, être validées par le-la facilitateur-trice et être considérées comme relevant des publics cibles.

**L'éligibilité des publics doit être validée préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation de l'action d'insertion par le service facilitateur des clauses d'insertion.**

### 4.2 L'objectif d'insertion

Le volume horaire d'insertion suivant est réservé aux personnes relevant des publics éligibles:

Dénomination	Nombre d'heures d'insertion
Lot n°1 LE SIEGE (44)	Marché réservé selon l'article L. 2113-14 du CCP
Lot n°2 LE POLE DE READAPTATION MAUBREUIL LA TOURMALINE (44)	600 heures par an
Lot n°3 LE BOIS RIGNOUX (44)	500 heures par an

Lot n°4 LE POLE GERIATRIQUE RENNAIS (35)	1 100 heures par an
Lot n°5 LES EUMENIDES (49)	Marché réservé selon l'article L. 2113-14 du CCP

### Mutualisation des heures d'insertion

Afin de favoriser l'emploi durable et la qualité de l'insertion, **une entreprise attributaire de plusieurs marchés avec clauses d'insertion pourra demander une mutualisation des heures d'insertion à réaliser, sous réserve de plusieurs conditions :**

1. Les marchés concernés doivent avoir été conclus avec le même Donneur d'Ordre et sur le même territoire d'intervention (Région Pays de la Loire si marché régional).
2. Les dates d'exécution des marchés concernés doivent être concomitantes et ce afin, de pouvoir contrôler le respect des engagements lors du solde.

Cette globalisation des heures d'insertion entre plusieurs marchés **ne peut être mise en œuvre qu'après demande écrite expresse formulée par l'entreprise auprès de l'acheteur, et après validation par le service facilitateur des clauses d'insertion.**

L'acheteur se réserve la possibilité de mettre fin à ce dispositif à tout moment si l'entreprise ne respecte pas ses engagements (notamment la transmission régulière du planning des interventions du ou des bénéficiaires).

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, contrat d'insertion professionnelle...), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

## 4.3 Modalités de mise en œuvre de l'insertion professionnelle

### 4.3.1 Modalités de mise en œuvre par l'entreprise

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire **selon une ou plusieurs des modalités suivantes :**

- Par une embauche directe, moins de 3 mois avant la date de notification du marché ou en cours de marché, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de 24 mois.

- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire adapté (EA TT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251-7 du code du travail).

- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un Travailleur Indépendant Handicapé (TIH).

Dans le cas où l'attributaire vient à sous-traiter tout ou partie de son/ses lot(s) à une autre entreprise, il



s'engage à communiquer les volumes d'heures d'insertion intégrés au contrat de sous-traitance auprès du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion sus mentionné.

En tant qu'entreprise principale, il reste responsable globalement de l'exécution du marché.

L'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion professionnelle.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

#### Engagements complémentaires du titulaires liés à la condition d'exécution d'insertion professionnelle

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.

### **4.3.2 Dispositif d'accompagnement des entreprises par les facilitateurs**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire peut bénéficier d'un service spécifique d'accompagnement par les organismes suivants :

Dénomination	Facilitateur
Lot n°1 LE SIEGE (44)	Mission Clause Sociale – Service Emploi & Insertion NANTES MÉTROPOLE TEL : 02 40 99 32 91 <a href="mailto:clausesociale@nantesmetropole.fr">clausesociale@nantesmetropole.fr</a> 2 cours du champ de Mars - 44923 NANTES CEDEX 9
Lot n°2 LE POLE DE READAPTATION MAUBREUIL LA TOURMALINE (44)	Mission Clause Sociale – Service Emploi & Insertion NANTES MÉTROPOLE TEL : 02 40 99 32 91 <a href="mailto:clausesociale@nantesmetropole.fr">clausesociale@nantesmetropole.fr</a> 2 cours du champ de Mars - 44923 NANTES CEDEX 9
Lot n°3 LE BOIS RIGNOUX (44)	Nathalie Boué 07 64 41 54 23 Maison de l'Emploi et de la Formation 1 rue des Cèdres 44119 GRANDCHAMP DES FONTAINES Courriel : <a href="mailto:clauses_sociales@cceg.fr">clauses_sociales@cceg.fr</a>
Lot n°4 LE POLE GERIATRIQUE RENNAIS (35)	Atout clauses Le QUADRI 47 Avenue des Pays-Bas 35200 Rennes 02 30 96 67 28 <a href="mailto:contact@atoutclauses.fr">contact@atoutclauses.fr</a>

- Mission du facilitateur

Dans le cadre du marché, le service facilitateur des clauses d'insertion a pour mission notamment :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc....) ; et de valider l'éligibilité des publics en insertion
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ou d'orienter vers les acteurs de l'emploi et de l'insertion;
- d'assurer le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion
- de valoriser auprès de l'acheteur et du titulaire les réalisations obtenues dans le cadre de l'action d'insertion professionnelle

#### 4.4 Suivi et évaluation de l'exécution de la clause d'insertion

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations.

Le titulaire fournit chaque mois, au facilitateur désigné ci-dessus, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation...) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause d'insertion et son évaluation.

A cette fin, le titulaire utilisera la fiche de suivi mensuel qui lui sera transmise par le facilitateur désigné ci-dessus au démarrage du marché.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause d'insertion, à l'ordre du jour d'une réunion de suivi d'exécution.

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur privilégié afin de faciliter le suivi de l'action d'insertion.

En cas de difficulté de réalisation de l'engagement lié à l'insertion, quelle que soit la cause, le titulaire informe l'acheteur et le facilitateur, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de la réception de cette difficulté. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

Par dérogation à l'article 20.1.4.4 du CCAG, en cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur pourra suspendre ou annuler la clause sociale d'insertion. Cette annulation sera subordonnée à la communication par le titulaire, d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS – Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (anciennement DIRECCTE) ou au juge.

### Pour les lots 1 et 5 (lots réservés)

Conformément à l'article L. 2113-14 du code de la commande publique, la réponse à cette consultation est **réservée aux entreprises qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-12 du code de la**

**commande publique et aux entreprises qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13 du même code.**

Ainsi, peuvent répondre à cette consultation :

- Les entreprises adaptées (EA) mentionnées à l'article L. 521313 du code du travail
- Les établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionnés à l'article L. 3442 du code de l'action sociale et des familles
- Les structures équivalentes aux ESAT et EA
- Les structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail
- Les structures équivalentes aux SIAE

### **Marché réservé et sous-traitance**

- **Le titulaire ne pourra pas sous-traiter une partie des prestations à une entreprise ordinaire.**

La sous-traitance peut, en revanche, être effectuée, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, au profit d'autres Entreprises Adaptées ou établissements et services d'aide par le travail, ou d'autres structures d'insertion par l'activité économique au sens de l'article ou structures équivalentes.

#### Suivi spécifique pour les lots réservés (lots 1 et 5)

A la demande de l'acheteur, le service facilitateur du territoire procédera au suivi des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Pendant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à fournir tous les éléments relatifs à la mise en œuvre de la condition d'exécution et permettant l'information du service facilitateur du territoire . A ce titre, le titulaire s'engage à remplir et transmettre trimestriellement une fiche de suivi qui sera fournie par le service précité lors du démarrage de la prestation. Le service facilitateur du territoire garantit la confidentialité des données ainsi recueillies.

Le document de suivi permettra de suivre trimestriellement les données mensuelles relatives au :

- nombre d'heures de travail
- nombre d'heures de formation
- nombre de personnes

et annuellement les données suivantes :

- Nombre d'heures de travail
- Nombre d'heures de formation interne
- Nombre d'heures de formation externe
- Nombre d'heures d'accompagnement social (individuel ou collectif)
- Nombre d'heures d'immersion en entreprise / mise en situation de travail
- Nombre d'hommes
- Nombre de femmes
- Nombre de personnes habitant un Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)
- Nombre de personne par commune
- Nombre de personne par niveau de qualification
- Nombre de personne de moins de 26 ans
- Nombre de personnes de + de 50 ans
- Situation des personnes avant leur contrat de travail (en nombre de personne)
- montants HT facturés

#### Traitement des données personnelles

Le titulaire est informé que la gestion des données des bilans nominatifs mentionnés ci dessus est confiée au service facilitateur des clause d'insertion. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société ARCHE MC2 à la demande d'Alliance Villes Emploi (AVE), qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants du titulaire, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion professionnelle.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données du territoire concerné. Les coordonnées seront mis à disposition par le service facilitateur du territoire concerné.

## 4.5 Pénalités

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour les lots 2, 3 et 4, imputable à l'entreprise attributaire, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

Pour les lots 1 et 5, En cas de non transmission répétée des fiches de suivis et du bilan prévus à l'article 7.1 du présent CCAP, le donneur d'ordre appliquera une pénalité forfaitaire de 50 euros, après mise en demeure du titulaire. La pénalité s'applique pour chaque fait générateur.

# 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

## 5.1 Prix du contrat

### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **mixtes**.

### ■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est  $P = P_o \times [0,15 + 0,85 \times (1,000.I_{CHT-J})]$ .

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix initial

I<sub>o</sub> = valeur de l'index au mois Mo

I<sub>m</sub> = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
ICHT-J	Indice coût horaire du travail dans l'information et la communication

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce

nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2 Conditions de paiement

■ **Avance :**

Il n'est pas prévu d'avance.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les numéros de SIRET des établissements sont indiqués au point 3.

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations (mensuels).

#### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R. 2191-26 du Code de la commande publique).

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux d'intérêt légal en vigueur

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

---

### 6.1 Représentation des parties

#### Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'organisme est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. L'organisme notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

#### Responsable

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme. Il est présent sur le site sur convocation de l'acheteur et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire. Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'organisme.

Le responsable est chargé du suivi des prestations :

- De la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire,
- Du contrôle de la qualité des prestations,
- De la vérification de la prise en compte des doléances des usagers de la sécurité du personnel et des biens.

#### Contremaître ou chef d'équipe

Un contremaître ou chef d'équipe est chargé :

- De l'organisation du travail,
- De la préparation et du suivi des prestations quotidiennes,
- De la prise en compte des doléances des usagers,
- De la discipline du chantier et du personnel,
- Du respect des objectifs qualitatifs définis dans le CCTP.

Le titulaire décrira précisément les fonctions du contremaître en précisant la manière dont il participe au travail de l'équipe.  
Il est précisé que le personnel du titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

## 6.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'organisme se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. L'organisme se réserve le droit d'exiger du titulaire du contrat, le retrait ou le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles édictées dans le CCAP ou le CCTP. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'organisme. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

## 6.3 Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché en accord avec l'organisme bénéficiaire des prestations.

Dans ces conditions, le titulaire du marché sera tenu de présenter pour le site les moyens et modalités d'organisation qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit de la Direction locale du site.

Ces moyens d'organisation feront l'objet de réorganisation locale au fur et à mesure de la poursuite du conflit. Le titulaire prévoit un plan BIS dégradé en cas de grève. En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer, les prestations définies indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments, selon les fréquences établies en accord avec l'organisme.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'organisme par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

## 6.4 Obligations du titulaire

### 6.4.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations. Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

**En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimums, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations, les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.**

Le titulaire s'engage aussi à réaliser toutes les interventions indiquées dans le CCTP et ses annexes :

- La liste des opérations de nettoyage à effectuer,
- Les fréquences de nettoyage,

- Les délais
- Les méthodes à utiliser.

#### 6.4.2 Obligations générales du titulaire quant au personnel

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- Aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- À la loi n°98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.
- À la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le Code du travail ; au décret 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.
- À la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure.
- À ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution.
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché, notamment les articles du Code du travail :
  - L.8241-1 à L.8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'oeuvre »,
  - L.8231-1 à L.8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
  - L.8221-1 à L.8222-7 relatifs au « travail dissimulé »,
  - L.8251-1 à L.8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
  - D.8254-1 à D.8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
  - L.4741-1 à L.4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

#### 6.4.3 Reprise du personnel

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L.1224-1 du Code du travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent marché de nettoyage.

Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues dans cette annexe.

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. L'organisme n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

#### 6.4.4 Liste nominative du personnel

Le Titulaire fournit à l'organisme la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date de notification de l'accord cadre.

En cas de remplacement du personnel du titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le titulaire est tenu d'informer l'organisme de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à



l'établissement soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

#### **6.4.5 Informations relatives au personnel à l'échéance de l'accord-cadre**

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de l'organisme, le titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale des personnels à reprendre,
- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent temps plein,
- La nature des contrats à reprendre,
- Les avantages dont disposent les personnels,
- L'expérience des personnels à reprendre,
- L'ancienneté des personnels à reprendre,
- La qualification des personnels à reprendre,
- Le site de l'acheteur sur lequel travaillent les personnels à reprendre.

La demande de l'organisme peut intervenir dans les cas suivants : non reconduction, résiliation, ou renouvellement de l'accord cadre.

#### **6.4.6 Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel**

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du titulaire.

L'organisme ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements intérieurs de l'organisme, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par l'organisme.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones de l'organisme.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produite à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux du siège de l'organisme.

#### **Tenues de travail et équipement de protection :**

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre quotidiennement. Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Lors de la manipulation de déchets, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

### **Visite médicale d'embauche :**

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

### **Travailleurs d'aptitude physique restreinte :**

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

#### **6.4.7 Obligations de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

#### **6.4.8 Obligations d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'organisme tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

#### **6.4.9 Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'organisme, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'organisme pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

### **6.5 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'organisme et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Cf. Articles R.4511-1 à R.4515-11 du Code du travail).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu. De la même façon, l'administration s'engage à ne pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

L'Entreprise devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Les portes coupe-feu ne devront pas être obturées ni encombrées.

Les zones susceptibles de demeurer glissantes durant un certain temps après intervention (notamment après un balayage humide) devront faire l'objet, à l'initiative de l'entreprise, d'un balisage. Ce balisage

devra indiquer de manière évidente et suffisamment voyante le caractère périlleux pour les personnes des dites zones.

Dès le début du marché, l'entreprise devra communiquer à l'organisme les fiches techniques de tous les produits d'entretien utilisés.

Des clés sont confiées au titulaire pour l'exécution des prestations. En cas de perte, le remplacement des clés et des serrures sera à la charge du titulaire.

Les portes des bureaux, salles de commission et de bibliothèque, etc. devront être scrupuleusement refermées à clé après chaque intervention, sauf prescription différente de l'administration.

## **6.6 Plan de prévention**

Le démarrage de la prestation fait l'objet d'un plan de prévention qui est établi à l'initiative du pouvoir adjudicateur en collaboration avec le titulaire dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du marché. Ce plan de prévention applicable au marché est validé avant toute intervention sur le site. Toute l'attention du titulaire est mobilisée dans le cadre de la réalisation des prestations pour que son personnel ne travaille pas de manière isolée.

## **6.7 Plan de continuité d'activité**

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté à l'acheteur un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec les services de l'organisme à cet effet afin de lui préciser les attendus du pouvoir adjudicateur

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites du pouvoir adjudicateur.

## **6.8 Biens**

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux. Les portes seront fermées et les lampes doivent être éteintes, dès achèvement des opérations de nettoyage.

## **6.9 Modalités d'exécution des prestations récurrentes (forfaitaires)**

Les prestations récurrentes seront dispensées conformément aux plannings communiqués par le titulaire dans son mémoire technique et chaque mois, le titulaire se doit de renvoyer un planning actualisé des prestations.

## **6.10 Modalités d'exécution des prestations ponctuelles**

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de l'organisme.

Ces bons de commande devront être exécutés dans un délai maximum de 15 jours calendaires.

En cas d'urgence avérée, ce délai pourra être ramené à 48 heures ouvrées.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités pour retard. Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit à l'organisme.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-FCS, les bons de commande passés au titre du présent marché seront signés par l'organisme bénéficiaire.

Ils précisent :

- L'identification des parties : acheteur et titulaire ;
- La référence et l'intitulé de l'accord-cadre ;

- La désignation et la référence des prestations à exécuter ;
- La quantité commandée ;
- Le prix unitaire initial HT (ou révisé pour l'année N+1) ;
- Le taux de la TVA ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande
- Les lieux d'exécution de la prestation ;
- Les termes de livraison ;
- L'adresse de facturation ;
- Les références propres au bon de commande : numéro, date d'émission, signature,
- Le délai d'exécution de la prestation
- La date de début d'exécution du bon de commande
- La date de fin d'exécution du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations

### **6.11 Prolongation du délai d'exécution des prestations (récurrentes et ponctuelles) et sursis à exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 et suivant du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- Si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.
- Et à condition que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

### **6.12 Calendrier des prestations**

Le titulaire doit soumettre à l'agrément de l'acheteur, 15 jours au plus tard après la notification du marché, le calendrier mensuel des prestations.

Ce calendrier mensuel doit être mis à jour périodiquement suivant l'expérience acquise sur le site et le degré de satisfaction des usagers.

### **6.13 Cadre d'intervention**

Les différentes fonctions des bâtiments nécessitent la prise en compte d'un certain nombre de contraintes pour ne pas perturber le fonctionnement normal de l'établissement.

Les horaires effectifs espace par espace, sont définis en relation avec l'organisme.

Cette adaptation ne change pas les conditions financières et administratives du marché.

Les prestations et les horaires d'intervention sont définis dans les spécificités du site dans le CCTP.

### **6.14 Exigences relatives aux prestations**

Conformément à l'article R.4513-8 du Code du travail, l'organisme mettra à disposition des agents du titulaire, à titre précaire et gratuit sans occupation privative et sans pouvoir établir d'autres installations fixes ni modifier celles existantes, un ou plusieurs local (aux) salubre(s) permettant :

- L'exécution de la prestation,
- L'entreposage des matériels,
- Le changement de leurs effets personnels et la sécurité de ceux-ci.

Un état des lieux et un inventaire contradictoire entre les parties, seront établis préalablement à la prise en charge de ces locaux. Si au cours du marché, ceux-ci cessaient d'être conformes à la législation ou la réglementation en vigueur, le titulaire ou son responsable sur le site, devra en aviser l'organisme bénéficiaire ou son représentant. Ces modalités seront renouvelées en fin de marché ou en cas de résiliation.

En cas de dégradation, du fait des agents du titulaire, toute remise en état sera à la charge du titulaire. Les agents du prestataire s'appliqueront à maintenir les locaux mis à leur disposition en état de propreté. L'organisme met à la disposition du titulaire la fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution de la prestation.

## 6.15 Autres stipulations

### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1 Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre

élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ **Obligation de vigilance :**

Les pièces requises dans le cadre de l'obligation de vigilance (justification d'immatriculation, attestation sociale de vigilance URSSAF, liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail notamment) sont rendues accessibles par le titulaire selon des modalités qu'il choisit.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et

financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 7.2 Obligations liées à la sécurité

### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

---

### 8.1 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'organisme de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, en tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 25% du montant forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.



Thèmes	Objectifs qualité	Modalité d'application des pénalités	Montant des pénalités en €
Prestations régulière	Participation aux réunions mentionnées au contrat	Par réunion annulée	100€
	Pour les fournitures des sanitaires, des agences retraites, devant être remplacées en cas de désagrément important (allergie, odeur, etc...) : En cas d'absence de proposition d'un nouveau produit à l'organisme dans les délais de 15 jours ouvrés suivant sa demande et non remplacement du produit dans le mois suivant l'accord de l'organisme sur le nouveau produit proposé.	Par jour de retard	30 €
	En cas de non-respect des fréquences contractuelles d'exécution des prestations équivalant à la non réalisation de la prestation.	Par anomalie constatée	100€
	Report de l'exécution des prestations, sans accord préalable de l'organisme, par rapport au planning d'exécution indiqué dans le CCTP	Par anomalie constatée	100 €
	Non réalisation de la prestation	Par défaut	Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité équivalant à 50% du prix de la prestation figurant dans le BPU, par prestation et à partir du premier constat.
	En cas de report de l'exécution des prestations, sans accord préalable de l'organisme par rapport à la date communiquée par l'organisme au titulaire dans le bon de commande.	Par défaut	Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité équivalant à 50% du prix de la prestation figurant dans le BPU, par prestation et à partir du premier constat.
Clauses sociales	Non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire.	Par heure non réalisée	45 €
	En cas de non-transmission répétée des fiches de suivis et du bilan prévu dans le marchés <b>réservé SIAE</b> .	Par fait générateur	50 €
	En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion.	Par jour de retard	250€
	Retard dans la remise des documents	Par jour de retard	30 € par semaine de retard
	Il est rappelé que conformément à l'article 1224-1 du Code du travail certains contrats de travail de personnel se poursuivront avec l'entreprise succédant au prestataire actuel. A cet effet et à la demande de l'acheteur, le titulaire devra communiquer sous 15 jours un tableau exhaustif et détaillé de la masse salariale à reprendre au titre du marché. Ces informations seront publiables par l'acheteur dans la mise en concurrence visant à renouveler le marché.	Par défaut	100 € par jour de retard
	Pénalités pour retard dans la restitution des badges et clés	Par jour de retard	50 €
	Non remise de l'attestation d'assurance	Par jour de retard	150 €
	Tenue vestimentaire négligée	Par anomalie constatée	150 €
	Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel	Par anomalie constatée	150 €
	Mauvais comportement des agents sur site	Par anomalie constatée	150 €
	Rupture d'approvisionnements des produits de nettoyage	Par jour de retard	150 €
	Matériel non conforme	Par anomalie constatée	150 €
	Rupture d'approvisionnements des consommables sanitaires	Par jour de retard	150 €
	Absence de réponse du titulaire à un appel téléphonique ou un mail (maximum 48h)	Par anomalie constatée	150 €
	Non présentation de la liste nominative du personnel dans les 15 jours suivant la notification	Par jour de retard	100 €
	Non présentation du plan qualité définitif dans les 3 mois qui suivent la notification du marché	Par jour de retard	100 €
	Non production du planning d'intervention des prestations dans un délai d'une semaine à compter de la notification du marché.	Par jour de retard	100 €



<b>Pénalités diverses</b>	Non présentation des modes opératoires dans un délai d'une semaine à compter de la notification du marché	Par jour de retard	100 €
	Non présentation d'un cahier de liaison dans un délai d'une semaine à compter de la notification du marché	Par jour de retard	100 €
	Absence de plannings des prestations non journalières	Par anomalie constatée	200 €
	Non présentation d'un cahier / fiches de présence dans un délai d'une semaine à compter de la notification du marché	Par jour de retard	100 €
	Absence du titulaire aux réunions programmées	Par anomalie constatée	200 €
	Non production d'un plan de prévention dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché	Par jour de retard	100 €
	Non-respect du délai de remise en conformité de 5 jours	Par anomalie constatée	200 €
	Non étiquetage des produits utilisés	Par anomalie constatée	250 €
	Respect de la production périodique des attestations fiscales et sociales	En cas de non présentation des attestations fiscales et sociales dans les 15 jours	500 € / jour de retard (ne peut excéder 10% du montant total)
	Non-respect des protocoles en zones à risques	Par anomalie constatée	1000 €
	Introduction d'un tiers non autorisé	Par anomalie constatée	1000 €
	Réfaction pour remplacement ou réparation	Par défaut	En cas de détérioration de tous types de revêtements ou équipements divers, ou d'endommagement de mobilier ou accessoires, il est prélevé une pénalité égale au montant des frais de réparation ou de remise en état en cas de non-respect de son obligation de réfection ou remplacement dans le délai de 5 semaines maximum.
	Non-respect des consignes de sécurité définies au plan de prévention	Par anomalie constatée	1000 €
	Non-respect du planning d'intervention	Par anomalie constatée	200 €
	Non-respect de la clause relative au plan de continuité d'activité	En cas de retard ou d'absence, 3 mois après notification du marché	200 € / semaine
<b>Réfections dérogatoires</b>	Les opérations qui n'auront été exécutées que partiellement	Par manquement constaté	100 €
	Absence de personnel non remplacé	Par jour d'absence et par personne à partir du premier jour	100 €
	Non-respect des mesures de sécurité prévues à l'article 10.5 du présent CCAP	Par manquement constaté	100 €
	Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et des EPI conformes à la législation en vigueur	Par manquement constaté	100 €
	Non intervention dans le délai contractuel du responsable de site en cas d'appel	Par infraction constatée	100 €
	Non-respect du mémoire technique du titulaire	Par infraction constatée	100 €
	Non communication des documents administratifs dans les délais impartis	Par manquement constaté	100 €
	Non approvisionnement et non mise en place des consommables	Par jour de retard et par bâtiment	100 €
	Pénalité à la suite de trois demandes de remise en conformité par le représentant du site concerné suite aux contrôles contradictoires	Par tranche de 3 rappels	150 €
	Non utilisation de produits conformes à la législation en vigueur et aux normes environnementales	Par manquement constaté	100 €
	Non remplacement d'un matériel usagé ou hors service	Par jour de retard à partir du 10 <sup>ème</sup> jour de la demande de remplacement	100 €

## 8.2 Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### ■ Indisponibilité :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défectueux au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

#### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Judiciaire de Rennes  
7 rue Pierre Abélard  
CS73127  
35031 Rennes Cedex

Téléphone : 0299653737  
Courriel : tj2-rennes@justice.fr  
Télécopie : 0223448553

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

### ■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### ■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG



### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)